

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Le secrétaire parlementaire fait un discours. Je lui signale que s'il a des observations à faire, elles doivent être brèves et ne pas prendre la forme d'un discours.

M. Jerome: Monsieur l'Orateur, la motion est acceptable, sauf en ce qui concerne la correspondance du cabinet du premier ministre. Si le député y consent, nous répondrons aux autres parties de sa demande.

M. Macquarrie: Monsieur l'Orateur, je n'arrive pas à croire que ce cabinet-là manque de personnel.

M. Jerome: Qu'on la reporte.

M. l'Orateur: La motion est reportée pour débat ultérieur.

LES RÉPERCUSSIONS DU COURS FLOTTANT DU DOLLAR

Motion n° 16—**M. Burton:**

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie de toute la correspondance et de tous les documents échangés entre le gouvernement et des entreprises ou autres parties intéressées au sujet des conséquences défavorables de l'adoption du dollar flottant annoncée en juin 1970 par le ministre des Finances.

M. J. A. Jerome (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, les documents demandés par la présente motion ont été examinés et dans la plupart des cas, ils révèlent des renseignements personnels sur l'activité financière de leur auteur. Ces renseignements étant jugés extrêmement confidentiels, j'espère que le député voudra bien retirer sa motion.

M. Burton: Monsieur l'Orateur, j'avais espéré que le gouvernement aurait peut-être changé d'idée depuis la dernière session, mais il ne l'a pas fait apparemment; je demande donc que la question soit mise en délibération.

M. Jerome: A reporter pour débat ultérieur.

M. l'Orateur: Reportée pour débat ultérieur.

[Français]

Les autres avis de motions sont-ils réservés?

Des voix: D'accord.

[Traduction]

M. Burton: Monsieur l'Orateur, j'ai maintes fois posé des questions au sujet de l'avis de motion n° 18 concernant la correspondance et autres documents relatifs à la vente des terrains situés à l'aéroport de Regina. On a refusé d'y répondre au cours de la dernière session sous prétexte que l'affaire faisait l'objet de négociations, mais elle a été réglée depuis longtemps maintenant. Or, j'ai soulevé la question plusieurs fois à la Chambre et je ne comprends pas pourquoi le secrétaire parlementaire n'est pas en mesure d'y donner suite.

M. Howe: Monsieur l'Orateur, depuis le 13 avril, une motion relative au second aéroport international de Toronto est inscrite au *Feuilleton* en mon nom. Il y a un mois environ, le ministre des Transports s'est dit disposé à présenter à la Chambre tous les documents à cet égard et

[M. Jerome.]

à répondre à toutes les questions posées à la Chambre. J'ai du mal à comprendre pourquoi, quatre semaines après l'inscription de la motion, les documents n'ont toujours pas été fournis et j'espère sincèrement que le secrétaire parlementaire s'en occupera.

QUESTIONS ORALES

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES RELATIONS CANADO-AMÉRICAINES—L'EXAMEN DES POSITIONS—LA REPRISE DES ENTRETIENS—LE PROGRAMME DISC

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au très honorable premier ministre. Il se rappellera que, lors de la visite au Canada du président Nixon, les deux pays se sont engagés à réexaminer leurs positions respectives relatives aux divergences sur des questions commerciales. Je voudrais demander au premier ministre si le gouvernement du Canada a terminé son étude de sa position à cet égard.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je regrette qu'il n'y ait rien à annoncer maintenant, monsieur l'Orateur. Les deux pays donnent suite aux intentions qu'elles ont fait connaître.

L'hon. M. Stanfield: Y a-t-il eu des échanges entre les deux pays quant à la date de reprise des entretiens entre les deux gouvernements au sujet de ces difficultés?

Le très hon. M. Trudeau: Aucune consultation officielle, monsieur l'Orateur.

• (1440)

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui a dit que les États-Unis auraient intérêt à dévoiler au gouvernement canadien les répercussions du programme DISC pour les sociétés américaines qui exportent au Canada. A-t-on demandé officiellement ce renseignement à l'administration américaine et, dans l'affirmative, a-t-on reçu une réponse?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, mon collègue le ministre de l'Industrie et du Commerce abordera toutes ces questions au cours du débat sur le budget.

LES RELATIONS CANADO-AMÉRICAINES—L'EXPOSÉ DE L'ÉTAT DES POURPARLERS AU DÉBUT DU DÉBAT DU BUDGET

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, je désire poser au leader du gouvernement à la Chambre une question qui se rattache directement à la précédente. Étant donné que le ministre de l'Industrie et du Commerce s'est engagé envers la Chambre à donner un compte rendu détaillé des pourparlers sur l'accord de l'automobile, sur la loi concernant le DISC et les prix aux termes de l'accord sur l'automobile, le leader à la Chambre nous assurerait-il maintenant que le ministre de l'Industrie et du Commerce participera, dès la première ou la seconde journée, au débat proposé à la Chambre?